



**HAL**  
open science

## La pauvreté en Russie

Julie Bellenger

► **To cite this version:**

Julie Bellenger. La pauvreté en Russie. Congrès de l'Association française de sociologie, Sep 2006, France. halshs-00687093

**HAL Id: halshs-00687093**

**<https://shs.hal.science/halshs-00687093>**

Submitted on 12 Apr 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**RT6**

*Politiques sociales, protection sociale, solidarités*

# Working papers

La pauvreté en Russie

Julie Bellenger (*EHESS*)  
Julie.bellenger@gmail.com

n° 2008-2  
issn : en cours  
d'attribution

**AFS**  
Association  
Française de  
Sociologie

Contact : bureau du réseau RT6,  
voir [www.rtf6.org](http://www.rtf6.org)

RT-6 Working Paper

N°2008-2

## **La pauvreté en Russie**

Julie Bellenger (*EHESS*)

Texte présenté au *Congrès de l'Association Française de Sociologie – Bordeaux, 8 septembre 2006*

## **Résumé**

S'il est question de la pauvreté en Russie depuis une quinzaine d'années, ce n'est pas parce que le nombre de pauvres a augmenté depuis la chute de l'union soviétique mais parce que la pauvreté a changé de visage. Le contexte instable de ce pays et ses nouvelles règles ont modifié les conditions de vie économiques et sociales de la population dont une grande majorité se définit comme pauvre, sentiment justifié par les pourcentages. Ainsi, à côté d'une pauvreté dite « traditionnelle » (familles nombreuses, monoparentales, chômeurs, prostituées, sans abris, mendiants, enfants des rues, retraités, émigrés) s'est développée une « nouvelle pauvreté » qui touche presque toutes les catégories sociales (agriculteurs, salariés payés par le budget d'Etat).

La mesure de ce phénomène en Russie est controversée et exige que l'on prenne en considération 3 indicateurs :

- revenu inférieur au minimum de subsistance (pauvreté monétaire)
- possession ou absence de biens (pauvreté en terme de privations)
- sentiment de pauvreté (pauvreté subjective)

A travers l'étude d'un groupe socio-professionnel considéré pauvre mais dont le statut social ne prédispose pas à être désigné comme tel (les salariés qualifiés du secteur public : enseignants, médecins), on essaie de montrer que chacune de ces approches prise isolément est insuffisante pour comprendre ce phénomène.

Depuis la libéralisation des prix et le début de la vague réformatrice engagée en Russie à partir de 1992, la proportion des pauvres est passée de 2% en 1987-1988 à plus de 50% en 1993-1995<sup>1</sup>, alors que les inégalités se sont considérablement accrues avec un coefficient de Gini qui passe de 0,24 à 0,48. Ce phénomène massif de paupérisation ne touche pas uniquement les familles nombreuses et les retraités et découle de la baisse des salaires réels de la population salariée. La société s'est alors polarisée entre les « nouveaux Russes » et les « nouveaux pauvres ».

L'objectif de cette communication est de montrer que la pauvreté en Russie est difficilement mesurable à partir d'indicateurs traditionnels (tel que le seuil de pauvreté basé sur les revenus) compte tenu de la complexité du contexte et du système. Entrent en jeu les représentations des Russes qui conditionnent leur perception de ce phénomène et son ampleur. C'est pourquoi nos propos se basent essentiellement sur des enquêtes subjectives effectuées auprès d'un groupe socio-professionnel bien précis : les salariés qualifiés du secteur public (enseignants et médecins).

### **Définitions et indicateurs de la pauvreté**

Dans les pays riches, la pauvreté vise les personnes « dont les ressources matérielles, sociales et culturelles sont si limitées qu'elles les excluent du mode de vie minimum acceptable dans l'Etat membre dans lequel ils vivent. » (décision du Conseil des ministres de l'union européenne, 19 décembre 1984). Cette définition européenne a été appliquée en prenant comme critère de pauvreté 50% du revenu moyen ou de la dépense de consommation moyenne. Or la pauvreté sur la base des revenus a moins de signification dans les sociétés où le logement, par exemple, est fourni par l'Etat, où l'éducation et les soins de santé sont gratuits et où les transports publics sont subventionnés. Dans cette optique là, la pauvreté correspond plutôt à une « maîtrise inadéquate des ressources économiques » c'est-à-dire que les individus sont pauvres lorsque leur maîtrise des ressources (biens et services publics, revenus) ne leur permet pas d'atteindre une norme sociétale de bien-être<sup>2</sup>.

Par ailleurs, l'importance du contexte, des pratiques culturelles et des orientations politiques influence grandement la signification de la pauvreté et son étendue. C'est pourquoi l'étude de la pauvreté en Russie exige de tenir compte des différentes mesures de la pauvreté (absolue et relative), tout en considérant le rôle prépondérant des représentations des individus.

### ***La pauvreté en URSS***

Après la révolution bolchevique en 1918, l'idée du minimum de subsistance apparaît dans le but de déterminer le salaire minimum des différentes catégories de travailleurs. Il se fonde sur un minimum physiologique correspondant à un panier de biens essentiellement alimentaires et d'autres dépenses (non alimentaires et services), variables selon les régions. Dès les années trente, ce concept disparaît avec la pauvreté dont l'élimination est

---

<sup>1</sup> Milanovic B., *Income, inequality and poverty during the transition from planned to market economy*, Washington DC, World Bank, 1998.

<sup>2</sup> Bourguignon F., Atkinson A. B., « Pauvreté et inclusion dans une perspective mondiale », *Revue d'économie du développement*, Paris, PUF, 2000/1-2.

proclamée. Ce n'est qu'en 1956 que Khrouchtchev le réactualise<sup>3</sup> et s'engage alors des travaux sur les budgets des familles. Or la diffusion de ces rapports est strictement limitée car le terme de pauvreté (*bednost'*) demeure tabou jusqu'à la fin du régime soviétique<sup>4</sup>. Ce problème est en effet occulté par les dirigeants, qui, prônant une égalité pour tous, ne pouvaient concevoir que le socialisme puisse engendrer une inégale répartition des biens et des richesses. Le meilleur moyen de contourner la pauvreté est alors de garantir un emploi pour tous et un salaire minimal. Les pauvres n'existant pas officiellement, un autre terme est employé pour désigner les familles à ressources modestes ou faibles (*maloobespešennie*). Ces dernières ont un revenu moyen par tête inférieur à la moitié du revenu moyen de la population, seuil dont est aussi déduite l'équivalence pour fixer le salaire minimum, le montant des retraites et des prestations sociales. Quant aux éventuels exclus, mendiants, prostitués, etc., ils constituent la part des indésirables nommés les parasites.

La mesure proprement dite de la pauvreté est définie en 1987 par un décret du Conseil des Ministres de l'URSS à travers la construction d'un seuil. Il s'agit du budget de consommation minimal, ou panier de la ménagère (*minimal'nyj potrebitel'skij bjudzet*, MPB<sup>5</sup>), calculé sur la base des prix fixés par l'Etat, et qui recouvre un millier de références de produits alimentaires et non alimentaires, ainsi que des biens et services durables et à usage courant. A la fin des années 1980, début 1990, les taux de pauvreté établis à partir de cet indicateur atteignent des niveaux dramatiques pour un pays considéré comme développé. On parle alors d'un appauvrissement de masse, sujet amplement traité et questionné dans la littérature et reconnu par les autorités : « *Le temps est venu pour une action résolue, stricte et immédiate. (...) La situation est tendue. Il y a des difficultés d'approvisionnement des biens de première nécessité. Le système social est sur le point de s'écrouler. L'inflation a atteint un point critique. 55% des familles vivent en dessous du seuil de pauvreté. La situation ne s'améliore pas...* » Observations de Boris Eltsine faites en octobre 1991<sup>6</sup>.

### ***Les mesures de la pauvreté à partir de 1990***

Alors que la méthode d'évaluation du niveau de pauvreté au début de l'ère russe dévoile ce fort appauvrissement de la population, des directives sont prises pour ajuster le seuil de pauvreté aux nouvelles données économiques du pays. Pour enrayer cette montée statistique, le panier de consommation minimum est recalculé en fonction des nouvelles

---

<sup>3</sup> A partir de ces matériaux, McAuley a estimé le nombre de pauvres à l'époque soviétique dans McAuley, *Economic welfare in the Soviet Union*, Madison, University of Wisconsin Press, 1979.

<sup>4</sup> Agarkov P. V., Simonov S. G., « K karakteristike kategorij 'bednost' » (A propos des caractéristiques de la catégorie « pauvreté »), *Aktual'nye problemy sovremennoj ekonomiki : materialy dokl. Mežregion. Nayč-prakt Konf*, 8 octobre, Tioumen, 1999, pp.10-11 ; pour un historique des mesures de la pauvreté en Russie depuis le début du 20ème siècle, voir Sivčeva B. S., « Izmerenie urovnja bednosti : istorija voprosa », (Les mesures des niveaux de pauvreté : question historique), *Sociologičeskie issledovanie*, Moscou, n°3, 1996, pp. 141-149.

<sup>5</sup> Le MPB soviétique était défini par rapport au revenu médian par tête divisé par deux.

<sup>6</sup> Citation extraite de l'article de Rakitskii B., « The Condition of the Population of Russia », *Problems of Economic Transition*, vol. 36, n°10, février 1994, p. 33. L'origine de cet extrait apparaît dans un numéro de *Rossiiskaia gazeta*, Octobre 29, 1991.

exigences de vie et surtout du contexte économique changeant. Le panier de la ménagère soviétique est divisé par deux en 1992 et la recombinaison du panier des produits alimentaires garantissant un apport calorique suffisant, est élaboré en conformité aux goûts russes et aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. La part de l'alimentaire dans le panier de consommation est de 68,3% (57% en 1995), celle des biens est de 19,1% et des services, 7,4%.

Ces réajustements participent systématiquement à la baisse de l'estimation du nombre de pauvres. Mais la complexité des mesures émerge à la lecture des différentes études sur la pauvreté et les estimations qui en sont faites au cours de cette décennie. En effet, le pourcentage de pauvres pour une période à peu près équivalente peut varier du simple au double en fonction de la méthodologie utilisée, du terme choisi pour désigner la pauvreté, etc.

Le tableau interprétatif de Bertram Silverman et Muray Yanowitch<sup>7</sup> illustre bien ces contradictions :

**Tableau 1. Estimations non officielles des taux de pauvreté en Russie**

Sources d'estimations	Période	Proportion estimée du nombre de pauvres (en % de la population)
Centre des niveaux de vie des Russes	Premier semestre de 1994	39 (pauvres)
<i>Argumenty i fakty</i>	Janvier-avril 1994	27-28 (pauvres) 33-34 (très pauvres)
Centre russe de recherche sur l'opinion publique (VCIOM)	Mars 1994	50-58 (pauvres)
Tatiana I. Zaslavskaja	Juin-décembre 1993	31,1 (pauvres) 9,6 (très pauvres)

Le plus fort taux, qui combine les pauvres (*bednie*) et les très pauvres (*niščie*), est de 60-62% et provient d'un journal (*Argumenty i fakty*) dit proche du gouvernement Eltsine. Pourtant, les sources officielles du Ministère du travail l'évaluent pour l'année 1994 à 25% de la population. Le VCIOM<sup>8</sup> utilise une mesure relative : sont pauvres tous ceux dont le revenu se situe en dessous de la moitié du revenu moyen par tête du pays. Quant à Tatiana I. Zaslavskaja, elle développe une approche subjective basée sur une enquête d'opinion : elle demande aux personnes d'estimer le minimum de subsistance, minimum qu'elle compare ensuite aux revenus déclarés par ces mêmes personnes. Pour l'année 1996, Natalia Tikhonova met à jour des disproportions similaires dans les taux de pauvreté<sup>9</sup>. 1) Le premier critère correspond au niveau du revenu monétaire comme seuil de pauvreté (minimum de subsistance) défini par le Goskomstat<sup>10</sup> et le Ministère du travail. 2) Le deuxième critère est une mesure subjective du minimum de

<sup>7</sup> Silverman B., Yanowitch M., *New rich, new poor, new Russia. Winners and losers on the Russia Road to Capitalism*, New York, M.E Sharpe, 1997, pp.47-49.

<sup>8</sup> VCIOM : Centre Russe de Recherche sur l'Opinion Publique

<sup>9</sup> Tikhonova N. E., *Fenomen gorodskoj bednosti v sovremennoj Rossii (Le phénomène de la pauvreté urbaine dans la Russie contemporaine)*, Moscou, Letnij Sad, 2003, p. 19.

<sup>10</sup> Comité d'Etat à la statistique.

subsistance établie par la population. 3) Et le troisième critère fixe le niveau en dessous duquel un individu est considéré comme pauvre, toujours d'après la population (tableau 2).

**Tableau 2. Les écarts caractéristiques de la pauvreté d'après les données officielles et l'évaluation du VCIOM pour le début de l'année 1996, en %.**

<b>Indice</b>	<b>Part des familles pauvres</b>
Données officielles	23
- Premier critère	62
- Deuxième critère	81
- Troisième critère	52

Ces écarts dans les taux de pauvreté témoignent de la difficulté de mesurer un phénomène controversé dans le contexte instable de la Russie, phénomène également très dépendant de la représentation qu'en a la population russe.

### **Les pauvres et la représentation de la pauvreté en Russie à partir des années 1990**

#### ***Pauvreté traditionnelle / nouvelle pauvreté***

L'apparition d'une nouvelle pauvreté en Russie fait couler beaucoup d'encre et mérite que nous précisions son contenu. Il y a d'une part une nouvelle pauvreté par opposition à celle qui existait en URSS<sup>11</sup> ; et une nouvelle par rapport à la pauvreté traditionnelle qui subsiste dans tout système économique capitaliste.

- Ancienne/nouvelle pauvreté :

L'ancienne pauvreté, même si elle n'était pas censée sévir en URSS, concernait les familles nombreuses, les mères célibataires, les invalides ou encore les alcooliques. La nouveauté du phénomène<sup>12</sup> réside dans le fait que des foyers « normaux », constituant en URSS la société active, sont frappés à partir de 1990 par le chômage croissant, par la baisse du montant des prestations sociales (ce qui frappe durement les retraités), par une irrégularité dans le versement des salaires et une chute de ces derniers. La spécificité de cette nouvelle pauvreté est qu'elle touche des salariés dont une majorité est composée des « cols blancs » et des employés diplômés de la sphère budgétaire (enseignement, sciences, culture et santé).

- Traditionnelle/nouvelle :

---

<sup>11</sup> Pirogov G., Pronin S., « The Russian case. Social Policy Concerns », in Atal Yogesh, *Poverty in transition and transition in Poverty, Recent developments in Hungary, Bulgaria, Romania, Georgia, Russia, Mongolia*, UNESCO Publishing, 1999, pp. 175-222.

<sup>12</sup> Tikhonova N. E., *Op.Cit.*, pp. 78-92.



Dans les représentations traditionnelles<sup>13</sup> de la pauvreté sont concernées les familles nombreuses ou monoparentales, les chômeurs, les prostituées, les sans abris, les mendiants, les enfants des rues ou encore les retraités, les émigrés. Mais la « nouvelle pauvreté » qui s'est développée touche presque toutes les catégories sociales dont certaines sont surreprésentées. Avec les agriculteurs, il s'agit en majorité des salariés : les ouvriers spécialisés ou non des entreprises d'Etat, le personnel administratif, les fonctionnaires (militaires, salariés de la culture, de l'éducation, de la santé) et « l'intelligentsia de masse » (ingénieurs, scientifiques, techniciens et employés qualifiés des industries métallurgiques, docteurs, artistes, enseignants, chercheurs et autres spécialistes aux compétences comparables et payés par le budget d'Etat<sup>14</sup>). Les politiques budgétaires du gouvernement Eltsine ont entraîné de telles restrictions dans le secteur public que cela a occasionné une baisse notable et conséquente des salaires des employés de l'Etat avec des non-paiements ou des arriérés conséquents<sup>15</sup>. Certains vont même jusqu'à distinguer les gagnants, en désignant par là les travailleurs employés dans l'industrie pétrolière, de gaz ou encore dans les secteurs financiers (banques, assurances) des perdants, c'est-à-dire des employés de l'Etat mal payés<sup>16</sup>.

La nouvelle pauvreté concerne donc les salariés qui dépendent du budget étatique (retraités, fonctionnaires), qui ne bénéficient pas d'aides sociales et dont les bas salaires ne sont pas toujours versés à temps<sup>17</sup>.

### ***Les pauvres dans les représentations collectives***

Les résultats des enquêtes statistiques à grande échelle sur « qui sont les pauvres (ou les perdants) » des années 1990 en Russie minimisent des situations que les représentations collectives ont depuis longtemps désigner. En effet, la pauvreté naît aussi d'expériences, de valeurs et d'idéaux, et ce que disent les gens sur les pauvres ne traduit pas seulement un état que la statistique mesure mais surtout leurs craintes, leurs révoltes, leurs regrets et autres sentiments produisant *in fine* des pauvres. Cette pauvreté, très subjective, est extrêmement courante en Russie.

- La notion « pauvre » dans la langue russe

En russe, il existe trois termes communément utilisés pour traduire *pauvre* : *bednyi* ; *niščyi* ; *maloobespečnyy*. Lorsqu'une personne est pauvre au sens de *bednyi*, cela signifie qu'elle ne peut pas satisfaire ses besoins essentiels en alimentation, vêtements, logement et éducation en raison d'un salaire insuffisant. Les familles *maloobespečnyye* désignent les familles aux ressources modestes qui ne peuvent se permettre que le minimum en se

---

<sup>13</sup> Rimaševskaja I. M., « Obednenye naselenija i 'sotsial'noe dno' v Rossii » (Appauvrissement de la population et marginalité en Russie), *Profsojzy*, Moscou, 1999, n°2, pp.6-26 ; Soloviev A., « 'Novie bednie' : čo ždejt ikh zavtra », (« Les nouveaux pauvres » : qu'est-ce qui les attend demain ?), *Profsojzy*, Moscou, 1995, n°4, pp.29-30.

<sup>14</sup> Silverman B., Yanowitch M., *Op.Cit.*, p.90.

<sup>15</sup> Mojina M. A., Popova R. I., Toktsanbaeva M. S., « Bednost i bogatsvo v kontekste social'noj stratifikacii » (Pauvreté et richesse dans un contexte de stratification sociale), *Vestnik rossiskogo gumanitarnogo naučnogo fonda*, Moscou, 1998, n°4, pp.75-83.

<sup>16</sup> Silverman B., Yanowitch M., *Op.Cit.*, pp.86-87.

<sup>17</sup> Belenkina L., sous la direction de, *Les niveaux de vie de la population, le potentiel socio-économique des familles*, Moscou, Ministère de la protection sociale de la Fédération de Russie, 1996.

privant ainsi de vacances, de loisirs et d'épargne. Finalement, être *niščyi* renvoie à un état misérable en faisant référence aux populations exclues et marginales. Il s'agit statistiquement des très pauvres. Pourtant, dans le langage courant, les déclinaisons de ces notions suggèrent des degrés de responsabilité selon qu'on qualifie sa situation de *bednyi* ou de *niščyi*. Les pauvres *bednye* sont victimes d'un système et d'un contexte. Ce qui leur arrive n'est pas de leur faute car, même en exerçant une activité, ils perçoivent des salaires trop bas pour garantir leur bien-être. La cause de leur pauvreté est autre et extérieure : c'est l'Etat, le destin, le hasard, etc. Alors que les pauvres *niščye* ne doivent leur situation qu'à eux-mêmes. Ils sont responsables de leur état en ne cherchant ni à travailler (ou pas suffisamment), ni à s'en sortir. Très révélateur des représentations sociales, l'usage de l'une ou l'autre de ces notions dans les discours nous informe sur la façon de se percevoir dans une situation particulière, de juger les autres ou encore de se déresponsabiliser.

- Une perception des pauvres génératrice de pauvres

Une enquête effectuée entre 2002 et 2004 auprès d'un échantillon âgé en moyenne de 27 ans et vivant en ville (Moscou, Smolensk, Novgorod), montre que la pauvreté est perçue comme un phénomène de masse qui concerne au moins une personne sur deux : 51% des personnes interrogées pensent qu'au moins la moitié de la population russe est pauvre. Les professions qui comptent le plus de pauvres, c'est-à-dire celles qui ont vu leurs conditions d'existence affectées par les crises des années 1990, sont principalement les instituteurs (67% des réponses), les médecins (59%), les ingénieurs (57%) et les enseignants (53%). A côté de ces salariés, les retraités arrivent en tête, avec 71%. Cette enquête illustre une construction collective de la pauvreté basée sur ce qu'en disent les médias mais aussi et surtout sur une expérience que leur renvoie autrui. La catégorie des nouveaux pauvres n'est pas seulement le résultat de recherches statistiques mais aussi le fruit d'une réalité sociale amplifiée et confirmée dans l'imaginaire des Russes. Quand on dit pauvres, voire nouveaux pauvres, on pense professeurs et médecins, ou *bûdžetniki* (fonctionnaires). Lorsqu'on parle des professeurs, de médecins, c'est-à-dire des *bûdžetniki*, on les imagine pauvres, ce qui ne correspond pas à la vision que l'on avait d'eux à l'époque soviétique.

L'utilisation de plusieurs méthodes pour mesurer cette pauvreté semble alors indispensable pour en saisir toute la complexité<sup>18</sup> : la pauvreté monétaire (revenu), la pauvreté en terme de privations (possession ou absence de biens) et la pauvreté subjective (sentiment de pauvreté). Chacune de ces méthodes vise un objectif différent selon qu'on s'intéresse à une politique de lutte contre la pauvreté, à une amélioration des conditions de vie, ou encore à une étude de la répartition des revenus avec les inégalités que cela

---

<sup>18</sup> Pour ne citer que quelques unes des références : Bočkareva V. K, Volkova G. H, Migranova L. A, Ovčarova L. N, « *Metodičeskiye podkhody k ocenke masštaby : bednosti na makro- i mikro-urovne* » (Approches méthodologiques dans la mesure des échelles de pauvreté au niveau macro et micro), dans *Narodo Naseljenja*, ISEPN, 1998, avril-juin ; Bondarenko N. V., « *Modelirovanye urovnja bednosti : dinamičeskiy i strykturyy aspekti* » (Modélisation des niveaux de pauvreté : aspects dynamiques et structurels), *Monitoring Obščestvenogo mnenja : ekonomičeskiye i sotsial'nie peremeni*, Moscou, 1997, n°1, pp. 14-23. ; Medvedev B. G, « *Izmerenye parametrov sotsial'noy grupi 'bednye' : metodologičeskii aspekt* », (Mesures des paramètres sociaux des pauvres : aspects méthodologiques), *Tchelovek v sisteme sotsial'nikh otnošenie*, Moscou, n°2, pp. 156-159.

sous-tend, etc. En outre, l'agrégation des 3 permet d'identifier les plus pauvres lorsque une famille est pauvre selon chacun des critères<sup>19</sup>.

### **Tableau 3. Taux de ménages pauvres selon les symptômes de pauvreté urbaine en Russie**

<b>Aucun symptôme de pauvreté</b>	<b>51,5%</b>
<b>Un symptôme et un seul</b>	<b>21,6%</b>
- pauvreté monétaire	9,3
- pauvreté de privation	6,7
- pauvreté subjective	5,6
<b>Deux symptômes et deux seulement</b>	<b>14,3%</b>
- pauvreté de privation et monétaire	5,2
- pauvreté de privation et subjective	5,7
- pauvreté subjective et monétaire	3,4
<b>Trois symptômes</b>	<b>12,6%</b>

Source : *Enquête Conditions de vie et pauvreté de la population urbaine*, juillet 2001, IPSEP RAN.

#### **La pauvreté monétaire**

Le seuil de pauvreté monétaire correspond généralement à 50% du revenu moyen par unité de consommation. Sont donc considérés comme pauvres les ménages dont les revenus réels (revenus mensuels courants comprenant l'épargne dépensée et les emprunts) sont inférieurs à ce revenu moyen (officiellement défini par les régions) ; ceux qui gravitent autour ont un niveau moyen de bien-être et ceux qui se situent largement au dessus sont riches.

D'après les résultats de notre enquête<sup>20</sup>, le revenu moyen<sup>21</sup> des enseignants et médecins se situe bien en dessous de ceux de la population moyenne de Russie, et équivaut au minimum de subsistance, voire est inférieurs Il est de 2330 roubles en 2002-2004 alors que pour l'ensemble de la Fédération de Russie le revenu moyen<sup>22</sup> était de 3970 roubles en 2002 et 5160 roubles en 2003 ; le minimum vital<sup>23</sup> était de 1808 roubles en 2002 et

---

<sup>19</sup> Ces 3 approches sont la synthèse des travaux de Lydia Prokofieva et Lilia Ovšarova, présentés notamment dans l'ouvrage collectif *Bednost' : al'ternativnye podkhody k opredeleniju i izmereniju (La pauvreté : diverses approches pour la définir et la mesurer)*, ouvrage collectif, Moscou, Centre Carnegie de Moscou, 1998.

<sup>20</sup> Enquête par entretiens menée entre 2001 et 2004 auprès de 50 d'enseignants et médecins de Kazan, Moscou, Nijni-Novgorod, Smolensk et Perm.

<sup>21</sup> Moyenne des revenus disponibles rapportés au nombre de personnes (unité 1 par personne) dans le ménage.

<sup>22</sup> Le revenu monétaire moyen tel qu'il est calculé par le *Goskomstat* correspond à la moyenne des revenus disponibles rapportés à la population.

<sup>23</sup> Le minimum vital, d'après la loi fédérale du 24 octobre 1997, correspond à l'estimation du coût du panier de consommation comprenant les compositions minimales des produits alimentaires, les denrées

2112 roubles en 2003. Ce revenu se compose des salaires du conjoint et des autres membres de la famille, des revenus issus des activités extra-professionnelles, des aides sociales et autres transferts.

### ***Les salaires***

Les salaires (formels) constituent la source principale des revenus des ménages russes.

**Tableau 4. Salaire mensuel moyen calculé dans la médecine et l'enseignement (sans le versement des aides sociales) pour un individu**

	Salaire mensuel moyen (en roubles)		
	2002	2003	2004
<b>Ensemble de la population</b>	4360	5499	6832
<b>Santé</b>	3235	3755	4745
<b>Enseignement</b>	2922	3384	4254

Source : extrait des statistiques du *Goskomstat* sur les niveaux de vie (Internet : [www.gks.ru](http://www.gks.ru)).

Les enseignants et les médecins se plaignent de ces salaires qu'ils considèrent d'un montant largement inférieur à celui d'« avant » ou à celui des « autres », salaires tout à fait insuffisants pour se nourrir, pour assurer le nécessaire ou encore aider les enfants. Ils comparent les conditions nouvelles d'existence à une image importée de modes de vie rêvés durant l'époque soviétique et désormais accessibles. Certains savent ce que vaut leur salaire par rapport aux critères de leurs voisins européens. La référence à l'Occident comme monde meilleur, où les salaires sont plus élevés, semble inévitable dans ce processus de plaintes auquel la comparaison apporte plus de crédibilité. Mais leur « comparatisme » ne le limite pas à un lointain idéalisé. Ils voient ce qui se déroule autour d'eux, connaissent des gens et constatent que d'autres métiers rapportent bien plus que le leur. Ce n'est pas tant leur confrontation avec les nouveaux entrepreneurs dont la réussite ne semble pas dépendre du niveau d'instruction qui les attriste mais plutôt avec les professions jugées « inférieures » telles que secrétaire ou femme de ménage. Ces faibles salaires suggèrent qu'ils se situent dans la catégorie des pauvres du pays, c'est-à-dire au niveau du minimum de subsistance ou en dessous du salaire mensuel moyen, selon les seuils de pauvreté choisis.

### ***Les revenus informels ou issus de la pluriactivité***

Dans ce contexte de crise et de bas salaires, il est nécessaire de prendre en considération la diversité des activités possibles, c'est-à-dire le secteur informel et la pluri-activité. Les

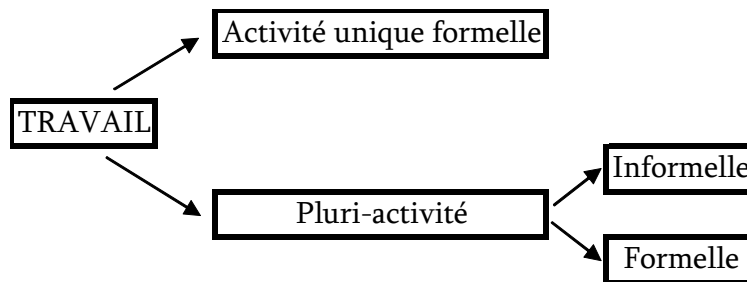
---

non alimentaires et les services nécessaires à la préservation de la santé de la personne et de ses activités vitales, ainsi que les paiements obligatoires. Le minimum vital est établi tous les 3 mois par les organismes législatifs de la Fédération de Russie et se base sur les données du *Goskomstat*.

activités complémentaires, qu'elles soient informelles ou non, permettent d'améliorer la situation matérielle des individus<sup>24</sup>.

Deux formes d'actifs se rencontrent :

- Les personnes qui ont un seul emploi salarié (enseignant ou médecin). Il s'agit de l'emploi formel et cet emploi est unique : les mono-actifs.
- Les personnes qui cumulent en plus de leur emploi formel principal une activité secondaire, informelle (emploi non déclaré ou qui se situe en dehors d'une structure institutionnelle légale) ou non : les pluri-actifs.



### **Schéma 1. Structure des formes d'activités rencontrées chez les enseignants et médecins russes**

Les activités supplémentaires formelles : ce sont les activités exercées parallèlement à l'activité principale dans le cadre de structures institutionnelles légales. La pratique du double enseignement par exemple est extrêmement courante en Russie car on voit s'ouvrir à grande vitesse de nombreux établissements privés proposant des salaires beaucoup plus élevés. Pour les médecins, on observe la même chose mais dans une moindre mesure puisque le système de santé se privatise moins rapidement et limite ainsi les opportunités.

Les activités informelles : la manière la plus facile et la plus répandue d'augmenter son revenu pour un enseignant est de donner des cours particuliers. En médecine, il est certainement plus difficile et encore moins avouable de pratiquer son activité de manière informelle : certains remplacent leur collègue ou ami absent sans en informer l'administration ; dans des spécialités comme la psychiatrie, il est possible de donner des consultations privées qui permettent ainsi d'« arrondir les fins de mois » quand d'autres majorent le prix des consultations (si le patient paie par exemple 55 roubles pour une visite<sup>25</sup>, il en versera en fait 65 dont cinq roubles qui partent ainsi dans la poche du médecin).

Les raisons de la mono-activité : difficile d'affirmer s'ils sont une majorité à se livrer à la pluri-activité, mais rares sont ceux qui ne la pratiquent pas. Dans le domaine de l'enseignement on observe que le répétition se raréfie avec la spécialité et surtout pour les enseignants des écoles primaires ou secondaires. Ces derniers ne trouvent pas le temps de s'adonner à une autre activité professionnelle. Quand ce n'est pas une question

<sup>24</sup> Kalugina E., Najman B., « Travail et pauvreté en Russie : évaluations objectives et perceptions subjectives », *Economie et statistique*, N°367, Paris, 2003.

<sup>25</sup> Bien que les soins médicaux soient gratuits, certains établissements facturent les consultations et les frais pour les patients n'ayant pas la sécurité sociale ou ne figurant pas parmi les bénéficiaires du quartier (de la ville, de la région, etc.).

d'emploi du temps, c'est le problème de la discipline enseignée qui fait obstacle. La mono-activité, finalement assez peu courante, semble essentiellement contrainte : pas de temps, pas de demandes.

L'accumulation d'activités permet ainsi d'accroître des revenus de base insuffisants pour vivre. Or, la part des revenus « informels » ou supplémentaires dans la totalité est difficile à déterminer : cela va de quelques centaines de roubles par mois à l'équivalent d'un salaire, voire plus.

### ***Les avantages sociaux en déperdition***

Dans les stratégies de compensation des bas salaires, un certain nombre de personnes utilisent l'héritage du passé soviétique : les avantages sociaux liés à leur profession. Si l'université ou l'hôpital ne peuvent être comparés à l'entreprise du modèle soviétique, elles dispensent pourtant encore quelques services, survivants du passé. Les enseignants et médecins russes bénéficiaient d'un certain nombre d'avantages découlant de leur statut. Dans l'absolu, ils recevaient un logement, déjeunaient à la cantine, partaient en vacances dans des maisons de repos ou sanatoriums, se soignaient dans leur polyclinique et accédaient gratuitement aux maisons de la culture et centres de sport. Dans la pratique, ils déplorent un délitement progressif voire total de tout ceci dont n'émergent que quelques résidus. Mais entre réalité et souvenirs, les avantages sociaux n'existent plus que pour une catégorie de personnes : les plus de 30 ans et les plus optimistes. En effet, les jeunes pour qui la comparaison avec le passé n'a de contenu que dans les souvenirs des parents, nient toute possibilité de bénéficier de quelque avantage que ce soit. Cette question des avantages sociaux est essentielle car à l'époque soviétique ils y trouvaient une compensation à de trop bas salaires. Aujourd'hui, ils observent que les salaires demeurent insuffisants mais qu'ils deviennent indispensables dans l'accès aux biens et services : les avantages disparaissent par manque de moyens. Le peu qu'ils peuvent en retirer paraît parfois tellement insignifiant qu'il est interprété comme un acte de charité. Ce qui intervient de manière tout à fait majeure dans leur sentiment de pauvreté.

### ***Les prestations sociales***

Les pensions de retraite : le système de retraites des années quatre-vingt-dix en Russie est un système contributif par répartition à couverture universelle<sup>26</sup>. De nombreux Russes à l'âge de la retraite (55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes, après une durée minimale de 20 et 25 ans de travail) perçoivent à la fois leur pension et leur salaire. Cette accumulation ne découle pas tellement de la peur de l'ennui ou du désir de continuer à exercer mais plutôt d'une obligation financière : le montant des retraites est encore plus faible qu'un salaire de *bûdžetniki*. Le tableau ci-dessus expose les montants moyens des pensions pour les années 2001 à 2004, dans les régions concernées par notre enquête et le minimum de subsistance estimé pour les personnes âgées. En 2001, les pensions (avec 1122 roubles à Smolensk) sont encore supérieures au minimum de subsistance (986 roubles à Smolensk) mais à partir de 2002, ils se rejoignent à peu près selon les régions

---

<sup>26</sup> Pour un état des lieux du secteur des retraites, nous vous renvoyons à la thèse de Lefèvre C., *Système de protection sociale et entreprises en Russie. Héritage et transformations 1987-2001*, EHESS, Paris, 2003.

(sauf à Moscou où le montant des pensions moyennes des personnes âgées, 2174 roubles en 2004, est inférieur au minimum de subsistance, 2474 roubles en 2004). Or le minimum de subsistance est lui-même très insuffisant pour maintenir des conditions de vie correctes, surtout lorsqu'il s'agit de renouveler les biens durables (vêtements, mobiliers...).

**Tableau 5. Niveaux des pensions par rapport au minimum de subsistance par régions concernées. (R : pension moyenne ; MS : minimum de subsistance des personnes âgées)**

	2001		2002		2003		2004	
	R	MS	R	MS	R	MS	R	MS
Fédération de Russie	1138	1144	1462	1379	1747	1605	2026	1801
Moscou	1176	1719	1567	1969	1874	2248	2174	2474
Région de Moscou	1175	1156	1563	1440	1864	1702	2147	1904
Région de Smolensk	1122	986	1431	1212	1703	1455	1943	1622
Région de Novgorod	1147	-	1458	1330	1734	1533	1996	1763
République du Tatarstan	1066	-	1373	1121	1643	1269	1909	1407
Région de Nizhni-Novgorod	1156	996	1481	1244	1763	1541	2013	1724
Région de Perm	1123	1149	1450	1359	1732	1611	1988	1871

Source : extrait des statistiques du *Goskomstat* sur les niveaux de vie (Internet : [www.gks.ru](http://www.gks.ru)).

Les allocations familiales<sup>27</sup> : les ménages ayant des enfants perçoivent en général une allocation enfant. Celle-ci existe depuis l'après-guerre alors que le régime soviétique se préoccupait du niveau de vie des familles nombreuses. Ces dispositifs furent très fréquemment modifiés et à partir de 1994, les sources de financements des allocations mensuelles enfants (dont le montant est identique quel que soit l'âge de l'enfant, mais majoré pour les familles monoparentales, les enfants de militaire, *etc.*) sont régionalisées. Dès 1998, la faiblesse de ces allocations conduit à les mettre sous conditions de ressources : elles sont réservées aux familles dont le revenu par tête est inférieur à deux fois au minimum de subsistance. Malgré cela, le montant des allocations reste très faible (pas plus de 5% du minimum de subsistance par enfant). Compte tenu de ce dispositif, une partie des familles de notre enquête devraient recevoir entre 50 et 150 roubles d'allocations familiales par mois (pour un salaire oscillant entre 1500 et 3000 roubles).

### *Les revenus de la propriété*

Les revenus de la propriété liés à un patrimoine ou à un capital n'existaient pas à l'époque soviétique et constituent aujourd'hui une source de revenu supplémentaire. Pourtant, même si la pratique de la location se multiplie en Russie –les familles qui héritent d'un appartement au décès d'un parent par exemple vivent dans le plus petit et loue le second-

<sup>27</sup> Pour un panorama du dispositif des allocations familiales, nous vous renvoyons aux travaux de Cécile Lefèvre, *Op.cit.*

ce type de pratiques reste difficile à saisir en province où le marché de l'immobilier n'est pas aussi développé que dans les mégapoles de Moscou ou Saint-Pétersbourg.

Autant le contenu des revenus des ménages russes est identifiable, autant sa composition chiffrée est controversée. Le montant des revenus moyens est en effet très aléatoire car dépendants de la déclaration des individus : le salaire issu de l'activité principale et les prestations sociales demeurent les seuls revenus officiels mesurables. Les autres revenus se noient dans la masse de l'économie informelle sur laquelle repose le système russe. C'est pourquoi l'analyse de la pauvreté par le biais des revenus doit être remise en question et complétée par une autre mesure, celle des privations.

### **La pauvreté de privations (ou des conditions de vie)**

Le seuil de pauvreté en terme de privations se base sur un indice de privation déterminé à partir d'une liste d'items décrivant la possession ou l'absence d'un bien, la possibilité ou non de réaliser une action. L'absence d'un bien (ou de la possibilité d'accomplir une activité x) représente une déprivation si plus de la moitié des ménages dans la population totale possèdent ces biens (ou exercent cette activité). Ainsi, ne pas avoir de voiture (bien encore rare dans les provinces russe) ne compte pas comme une déprivation. Une famille est alors considérée comme pauvre lorsqu'elle subit une ou plusieurs privations. Le choix de cette fréquence est évidemment déterminant dans l'étendue de la pauvreté. Par exemple, les résultats de l'enquête présentée dans *Bednost*<sup>28</sup> montre que si l'on retient deux privations minimums, 29% des familles interrogées à Saint-Pétersbourg sont considérées comme pauvres, et 41% à Vjazniki ; alors qu'à partir de 3 privations, le taux de pauvreté baisse à 16% à Saint-Pétersbourg et 23,2% à Vjazniki. En 2001, d'après une enquête réajustée, le seuil de pauvreté était déterminé par l'absence de 6 biens ou plus (maximum 19). D'après ce calcul, 15,8% de la population urbaine russe était pauvre<sup>29</sup>. Le tableau ci-dessous reprend les résultats d'une enquête sur les conditions de vie et la pauvreté de la population urbaine de Russie qui a permis d'établir une liste de base des privations. Celle-ci s'inspire de la méthode de Townsend<sup>30</sup> et de Mack et Lansley<sup>31</sup> qui, lors de la conception du questionnaire, ont constitué une liste des critères de pauvreté affinée ensuite à partir des résultats d'un sondage. Parmi les privations que l'immense majorité des ménages (plus de 90%) considérait comme des critères de pauvreté, 17 sont sélectionnés (tableau 14).

### **Tableau 6. Fréquence de certaines privations sélectionnées par les enquêtés (en % du total des ménages interrogés)**

---

<sup>28</sup> *Bednost' : al'ternativnye podkhody k opredeleniju i izmereniju (La pauvreté : diverses approches pour la définir et la mesurer)*, Op.cit.

<sup>29</sup> *Enquête conditions de vie et pauvreté de la population urbaine*, juillet 2001, IPSEP RAN.

<sup>30</sup> Townsend P., *Poverty in the United Kingdom*, Penguin, Harmondsworth, 1979, dresse une liste des privations.

<sup>31</sup> Mack J. and Lansley S., *Poor Britain*, George Allen and Unwin. London, 1985, établissent une liste des privations à partir des résultats d'une enquête auprès des ménages sur ce que ces derniers associent à la pauvreté.



Critères de pauvreté	Pourcentage de ménages touchés par une privation
Ne peuvent pas se permettre des plats avec de la viande de bonne qualité	31,8
Les enfants ne mangent pas de fruits, même pas de temps en temps	20,2
N'ont pas d'argent pour payer à terme les charges du logement et la facture de gaz ou	18,4
N'ont pas d'argent pour une réparation urgente du logement (fenêtres cassées, fuites...)	17,9
N'ont pas d'argent pour remplacer et réparer les chaussures d'hiver des membres du ménage	16,4
Ne mangent pas à leur faim (ne peuvent pas toujours se permettre les aliments de base les moins chers)	12,9
N'ont pas d'argent pour remplacer et réparer les vêtements d'hiver des membres du ménage	12,4
Le ménage a contracté un emprunt pour couvrir les dépenses courantes de consommation	10,1
Ne peuvent pas recourir à l'ambulance payante en cas de non-prise en charge	5,7
Ne peuvent pas donner aux enfants de l'argent pour se nourrir à l'école	5,7
Ne peuvent pas acheter aux enfants de nouveaux vêtements ni des chaussures à leur taille	3
N'ont pas et ne peuvent pas acheter le mobilier le plus simple	2,2
Les enfants ne mangent jamais de friandises	1,3
Ne peuvent pas organiser des funérailles sans s'endetter de façon exorbitante	0,3
La famille n'a pas les moyens d'entretenir les enfants jusqu'à la fin de la scolarité (11 ans d'études) qui doivent travailler pour soutenir la famille	0,3
N'ont pas d'argent pour maintenir le logement à bonne température (si coupure de chauffage)	0,2
La famille n'a pas les moyens de mettre les enfants dans des établissements préscolaires	0,2
Nombre d'observations	1 500

Source : *Enquête conditions de vie et pauvreté de la population urbaine*, IPSEP RAN, juillet 2001.

Les privations les plus ressenties concernent d'abord la qualité de l'alimentation : 31,8% des 1500 ménages interrogés ne peuvent pas se permettre de manger de la viande et 20,2% ne peuvent pas donner de fruits à leurs enfants. La quantité, c'est-à-dire la possibilité de manger à sa faim n'est pas réalisée par 13% de cet échantillon. Arrivent ensuite les problèmes de logement avec 18,4% qui ne peuvent s'acquitter à temps de leur facture et charges et 17,9% incapables de parer aux urgences en vivant alors dans des conditions d'insalubrité. Finalement, 16,4% doivent se contenter de leur paire de souliers hivernale usée quand 12,4% ne peuvent renouveler leurs vêtements. Ces privations les plus couramment nommées dans cette enquête reprennent les préoccupations mentionnées par les médecins et enseignants russes. Cela témoigne de l'adéquation de leurs conditions de vie avec celles de la majorité de la population russe, alors qu'en France ou dans d'autres pays occidentaux elles se situeraient au-dessus. Cependant, les enseignants comme les médecins ne disent pas ne pas pouvoir se nourrir mais plutôt tronquer sur la qualité et la variété. Et ce qui les affecte le plus c'est de ne pouvoir dépenser plus que le nécessaire alimentaire. Le tableau 15 illustre bien cette position des médecins dont la moitié au moins vivant en province évalue son revenu juste suffisant pour l'alimentation : 54,4% dans les Komi et 50,7% à Kirov ne peuvent même pas s'acheter des vêtements. A Moscou, les niveaux de vie sont un peu plus élevés compte

tenu des nombreuses possibilités de pluri-activités, mais toujours trop précaires pour l'achat de biens durables comme la télévision ou un réfrigérateur (47,8%).

**Tableau 7. Evaluation des médecins interrogées de la situation matérielle de leur famille, %**

Le niveau de bien-être	Moscou	Komi	Kirov	Ensemble
Revenu insuffisant pour acheter les produits alimentaires	1,3	9,3	14,2	6,3
Revenu suffisant pour l'alimentation mais pas pour l'achat de vêtements	15,6	54,4	50,7	33,6
Revenu suffisant pour l'alimentation et les vêtements mais pas pour l'achat de biens durables comme la télévision, le réfrigérateur	47,8	28,9	1,3	39,2
Acquièrent les biens durables mais l'achat des biens chers tels qu'une automobile ou une datcha pose problème	31,6	6,7	3,7	18,8
Aujourd'hui, on peut s'offrir ce que l'on souhaite (voiture, maison de campagne, voyage à l'étranger)	3,7	0,7	0	2,1

Source : Mansurov V. A., Lukša O. V., Plotnikov A. V., Ollson Dj., Saks M., Kauppinen K., « Dinamika social'nogo statusa professional'noj gruppy vračej v Rossii : case-study (La dynamique de la situation socio-professionnelle des médecins en Russie : étude de cas) », in Mansurov V. A., *Op.Cit.*, p. 145.

Une étude effectuée dans deux régions de Russie auprès d'enseignants complète le panorama. Elle montre en effet que 80% des deux échantillons (Toula et Kirov) se « refuse » à partir en vacances pour des raisons strictement financières. Ce qui explique que ce soit un des grands regrets de l'époque antérieure : le système soviétique permettait à une grande majorité de se reposer gratuitement ou presque dans des centres balnéaires. Ces lieux tombent aujourd'hui en décrépitude faute de financements, et se développe alors une privatisation de cette sphère qui se destine à une population touristique aisée. Les sacrifices suivants portent sur la qualité de l'alimentation (48%) et l'équipement en biens durables (42%), ce qui rejoint la liste des privations les plus citées. Finalement, l'insuffisance de moyens financiers accentue le fait qu'ils se refusent l'achat de livres ou de sorties culturelles ; ce qui est réellement vécu comme un manque comparé à l'époque de l'URSS.

**Tableau 8. « En raison de vos difficultés financières, il vous faut certainement vous refuser des choses. Que vous refusez-vous avant tout ? » en % du nombre d'enseignants interrogés.**

Il faut se refuser	Région de Toula, 1999, N=276	Région de Kirov, 2000, N=165
Du repos (voyage à la mer dans un sanatorium, etc.)	80,4	81,1
Une alimentation équilibrée (moins de viandes, de fruits, de légumes)	48,4	48,8
L'acquisition de biens de consommation durables (réfrigérateur, téléviseur, magnétoscope, automobile, meubles)	41,5	41,5
La possibilité d'améliorer les conditions de logement	30,2	37,2
Les services de la vie quotidienne (teinturerie, cordonnier, tailleur, etc.)	25,8	19,5
Les soins médicaux primaires, les médicaments	22,2	21,3
L'acquisition de livres, de billets de théâtre, de cinéma, de concert	19,3	20,1
De rendre visite à ses proches, ses amis	9,5	11
D'envisager de donner un bon enseignement à ses enfants	9,1	6,7
De ne rien se refuser	0,7	1,2

Source : Androsova O. A, « Učitelâ srednih skol v social'noj strukture transformiruûšegosâ obšestva : problemy vyživaniâ (Les enseignants des écoles secondaires dans la structure sociale d'une société en transformation : problèmes de survie) », Mansurov V. A., *Op.Cit.*.

L'origine commune aux problèmes rencontrés par les Russes découle de toute évidence des difficultés financières et plus précisément du manque d'argent. Facilement identifiables, les faibles salaires et l'augmentation du coût de la vie perpétuent depuis plus d'une dizaine d'années déjà des conditions inextricablement perverses. On observe en fait une baisse du pouvoir d'achat : les revenus sont trop bas, les prix trop élevés. Et le fossé entre les deux semble bien trop profond et imprévisible pour espérer le combler. Cela les marque d'autant plus que la comparaison avec des conditions soviétiques stables bien que misérables souligne la conjoncture chancelante actuelle. « Avant », c'était l'accès matériel aux biens de consommation qui alimentait un sentiment de pénurie alors qu'aujourd'hui, c'est l'achat des mêmes biens qui ne peut être réalisé et génère ce sentiment de privations. Ces difficultés financières qui restreignent les dépenses à l'acquittement des charges du logement et à l'alimentation accentuent leur sentiment de pauvreté et l'incertitude auxquels ils sont exposés.

### **La pauvreté subjective : le sentiment de pauvreté**

Le taux de pauvreté subjective se base sur le sentiment de pauvreté, les difficultés à « joindre les deux bouts », l'estimation de la qualité de la nourriture, etc. Un certain nombre de questions du type : « Quelles dépenses pouvez-vous vous permettre avec vos revenus courants ? » ; « A combien estimez-vous le revenu minimum pour vivre correctement ?<sup>32</sup> » permettent d'obtenir une évaluation personnelle des ressources des familles. A partir de ces réponses, celles qui disent ne pas pouvoir payer leur logement et se nourrir à leur guise sont considérées comme pauvres. Mais d'autres indicateurs

<sup>32</sup> Krasil'nikova M. D., « Struktura predstavlenij o bednosti i bogatsstve » (Structure des représentations de la pauvreté et de la richesse), *Suivi de l'opinion publique : les transformations économiques et sociales*, VCIOM, Moscou, 1997, n°1, pp. 23-26.

beaucoup plus subjectifs permettent de mesurer, ou en tout cas d'expliquer ce sentiment de pauvreté. Il s'agit en premier lieu de la confrontation d'un bien-être idéalisé avec un quotidien précaire, en deuxième lieu, de l'incertitude face à l'avenir et en troisième lieu, la perte d'une reconnaissance sociale.

### *La nostalgie d'un confort passé*

Le sentiment d'avoir subi une paupérisation tient à la comparaison à un passé qui proposait des conditions de vie meilleures. En fait, l'époque soviétique telle qu'elle est dépeinte aujourd'hui s'enorgueillit de qualités largement idéalisées. Quels que soient leur âge et l'expérience qu'ils ont de l'URSS, les Russes en retiennent essentiellement les bons côtés. Ces avantages, comme voyager, mener une vie culturelle, etc., enjolivent leurs souvenirs et participent au développement d'amers regrets. Ce sentiment de déprivations des avantages qu'avait mis en place le régime socialiste balaie dans la plupart des cas tous les bénéfices tirés de la transition précédemment cités. On a touché là à un confort mérité qui légitimait en contrepartie un mode de vie minimum. Les voilà démunis par un « on » qui désigne généralement le gouvernement. La faute en incombe aux dirigeants politiques qui, sous prétexte d'élever le pays économiquement, suppriment l'héritage de l'URSS sans contrepartie financière.

Chez les enseignants et les médecins ce sentiment de pauvreté n'est donc pas une construction imaginaire et envieuse mais plutôt le résultat de la confrontation d'un quotidien précaire et de l'image idéalisée d'une existence antérieure meilleure. Pourtant, les acquis de la transition comme la liberté d'expression et la liberté de circulation sont largement reconnus et estimés dans l'environnement professionnel qui leur procure ainsi de nouveaux moyens de travailler. Mais sans cesse la balance oscille entre ces aspects positifs et négatifs et ce déséquilibre est porteur de désillusions.

### *L'incertitude du lendemain*

Avec la chute d'un régime a également disparu le sentiment rassurant d'une prise en charge globale et pour tous : les individus, dès leur naissance, remettaient leur existence dans les mains du système social<sup>33</sup>. Celui-ci prenait la forme de jardins d'enfants, de *komsomols*, d'écoles, d'universités, d'entreprises, de collectifs de travail, de centres de vacances, de sanatoriums, du parti... Le futur programmé était sensé épargner la population de ses craintes. Tous, ou une grande majorité, étaient exposés aux mêmes exigences de survie, de recherche de produits alimentaires, de logement, de biens... Mais depuis une quinzaine d'années, chacun se retrouve face à lui-même dans l'appréhension de sa situation et en impute la faute à l'Etat. Les Russes sont passés d'un système de certitude collective à un système d'incertitude individualisée : à la société soviétique déterministe lui succède une société probabiliste.

Les réactions des enquêtés vis-à-vis des réformes (ou non-réforme) dans les secteurs publics de l'enseignement et de la santé laissent deviner un fort ressentiment quant au responsable. Témoins directs et acteurs des changements, les salariés endurent la confrontation de deux systèmes dont les conséquences touchent directement leur manière

---

<sup>33</sup> Sur la question de la protection sociale des enseignants, se référer à l'article de Androsova O. A., « K vorposu o cosial'noj zašišennosti rossijskikh učitelej v perehodij period (Questions sur la protection sociale des enseignants russes pendant la période de transition) », dans Mansurov V. A., *Op.Cit.*, p.205.

d'être, de penser et leurs conditions de vie. En garantissant la protection sociale et le plein emploi, l'Etat soviétique assurait sa légitimité. Or à cause de la transition réformatrice et de la crise, ces prétentions de la population russe vis-à-vis de l'Etat ne sont plus assurées, ce qui tend à développer un sentiment d'insécurité<sup>34</sup>. Mais on observe également un difficile compromis entre la culture soviétique encore bien empreinte et les nouvelles règles. C'est cette dissociation entre la norme et la valeur qui induirait une fragilisation identitaire, une « insécurité existentielle ». L'incertitude rabat le souci de l'avenir de la société au souci du présent, au souci de soi. Les Russes interrogés sur la base de leurs expériences passées sont gagnés par une crainte obsessionnelle de ce qui pourrait advenir. Aussi se replient-ils sur eux-mêmes et sur la sphère privée, tournés vers leur survie quotidienne. Le leitmotiv du « je ne le vois d'aucune manière » (en russe « *nikak ne vižu* ») rend bien compte de ce déni. Ce refus traduit un malaise que génèrent les préoccupations quotidiennes. Il ne s'agit plus seulement d'un refus craintif de voir le futur mais aussi du sentiment de ne rien y pouvoir. On retrouve là le transfert de responsabilités qui en quelque sorte les déculpabilise de demeurer ainsi passivement victimes. Bien sûr, la plupart ne regrette pas le passé, au contraire. Mais leur refus d'envisager le futur persiste. Face à ces situations d'incertitude, une routinisation naturelle s'instaure comme paravent à toute production de risques supplémentaires et d'appréhensions. Prenons par exemple le domaine de l'emploi : aucune incertitude en terme de chômage ne menace les enseignants et les médecins du secteur public. Ils n'en parlent d'ailleurs pas non plus à propos de leurs proches, ce qui montre que ce qui constitue en France et dans de nombreux autres pays occidentaux un réel risque, ne l'est pas en Russie. Par contre, ils ressentent une inquiétude au niveau des effectifs à cause des départs en retraite non remplacés et des départs dus à des reconversions professionnelles. L'idée de partir et/ou de changer de profession plane et altère la confiance dans leur futur professionnel. Ils se complaisent alors dans une routine professionnelle sécurisante, contestée et critiquée mais confortable. Elle atténue le sentiment d'incertitude en permettant d'oublier les problématiques futures.

Cette certitude routinière les laisse dans la croyance que leur situation ne peut que s'améliorer et que tout ira bien. Cet optimisme forcené, compatible avec leur fatalisme leur permet éventuellement d'élaborer des projets pour les enfants et de supporter les contraintes actuelles. Il n'y a donc pas de perspectives futures mais le maintien dans une volonté de croire en des jours meilleurs. Rares sont ceux qui affirment être pessimistes. Au contraire, ils se déclarent exceptionnellement optimiste quant à l'avenir : optimiste, puis réaliste ! Leur réalisme les amène d'abord à constater que tout va de mal en pis et qu'ils ne sont pas à l'abri de bouleversements pour finalement conclure qu'ils ne préfèrent pas y penser car l'avenir est trop incertain et morose. Croire en son propre optimisme permet de se réfugier dans une routine « au jour le jour » qui dispense de toute conjecture.

### ***Le déclassement social***

Alors qu'il est difficile de prouver que le niveau de vie des enseignants et médecins a chuté par rapport à l'époque soviétique, la cause principale de la progression du

---

<sup>34</sup> Kathy Rousselet, « La société russe et les conséquences de l'insécurité », *La Revue internationale et stratégique*, Paris, PUF, n°38, 2000.

sentiment de pauvreté serait l'altération de leur statut social. Il s'agit d'un déclassement social remettant en cause l'existence même de ce que fut cette « intelligentsia de masse ». Le prestige affilié à leur métier et la dignité dont ils pouvaient se parer étaient nourris par un sentiment de reconnaissance qu'ils ont perdu. En URSS, la réussite sociale était garantie par un niveau d'instruction<sup>35</sup> et donc estimée à partir de la reconnaissance officielle qui y était associée. En effet, le diplôme d'études supérieures était une garantie qui attestait non seulement de l'appartenance à une couche sociale privilégiée mais permettait aussi l'accès aux emplois prestigieux et à une position sociale avantageuse sur le plan matériel. Les jeunes de toutes les couches sociales pouvaient espérer une récompense matérielle et symbolique à leur parcours universitaires car sans assurer une mobilité sociale ascendante, l'instruction augmentait les chances d'en connaître une. Elle en était même parfois la condition « sine qua non ». Or depuis une quinzaine d'années, ces représentations du prestige de l'instruction et de son influence sur le statut social se transforment. Actuellement, l'instruction se débarrasse en quelque sorte de ces fonctions. Les jeunes constatent que, dans les conditions actuelles, un niveau élevé d'instruction n'est pas forcément indispensable pour réussir dans la vie, surtout sur le plan matériel, ce dont ont tristement conscience les salariés qualifiés du secteur public. Le gouvernement s'est retiré voilà déjà plusieurs années des politiques éducatives et sanitaires et témoins du délitement de leur champ d'activité et par voie de fait de leur statut et reconnaissance, les enseignants et médecins se sentent abandonnés et ont perdu confiance en eux. Les principaux indicateurs de leur déclassement social sont la baisse de leur pouvoir d'achat, leur confrontation avec des catégories socio-professionnelles moins prestigieuses (conducteur de bus, femme de ménage) ou moins instruites qui perçoivent un salaire plus élevé, une privatisation et une corruption grandissante de leur profession qui les décrédibilisent et l'accroissement de leur sentiment d'inutilité sociale. Cette pauvreté subjective et statutaire qui concerne de nombreux autres milieux professionnels issus de l'intelligentsia ou des grands complexes industriels qui faisaient la fierté de l'URSS constitue ce qu'on appelle aujourd'hui communément la nouvelle pauvreté.

La pauvreté en Russie alimente de nombreux débats depuis que ses taux atteignent des niveaux jusque là inconnus (ou ignorés). En effet, les années 1990 ont vu une partie de la population s'appauvrir et se précariser dans des proportions inquiétantes et malgré la diversité des indicateurs de pauvreté, quantifier ce phénomène et cibler les catégories touchées pose problème. Le montant des revenus est peu fiable, les activités informelles courantes et les avantages sociaux encore trop souvent en nature<sup>36</sup>. Pourtant, l'utilisation complémentaire des indicateurs objectifs et subjectifs de pauvreté permet d'obtenir des résultats pertinents. C'est ce que nous avons essayé d'exposer dans cette communication en confrontant les trois méthodes à la situation que connaissent les enseignants et les médecins, considérés comme pauvres.

---

<sup>35</sup> David Konstantinovskiy, « La transmission des statut et le système d'enseignement en Russie », dans *Formation des élites et culture transnationales*, Colloque de Moscou 27-29 avril 1996, Paris, Uppsala, 1997.

<sup>36</sup> Une politique de monétisation est engagée depuis début 2005 qui compense financièrement des avantages tels que les bons de transports par exemple.

Ainsi, si leur faible salaire les attribue d'une pauvreté monétaire, la composition des revenus et la pratique de la pluriactivité ne permettent pas de la mesurer avec exactitude. C'est pourquoi l'approche par les privations apporte-t-elle plus d'informations sur des conditions de vie reconnues précaires. Finalement, le sentiment de pauvreté résulte d'une perte de reconnaissance sociale et d'une incertitude face à l'avenir qui rendent le quotidien vulnérable.

### ***Bibliographie***

- Atal Y., *Poverty in transition and transition in Poverty, Recent developments in Hungary, Bulgaria, Romania, Georgia, Russia, Mongolia*, UNESCO Publishing, 1999.
- *Bednost' : al'ternativnye podkhody k opredeleniju i izmereniju (La pauvreté : diverses approches pour la définir et la mesurer)*, ouvrage collectif, Moscou, Centre Carnegie de Moscou, 1998.
- Belenkina L., sous la direction de, *Les niveaux de vie de la population, le potentiel socio-économique des familles*, Moscou, Ministère de la protection sociale de la Fédération de Russie, 1996.
- Bočkareva V. K, Volkova G. H, Migranova L. A, Ovčarova L. N, « *Metodičeskye podkhody k ocenke masštaby : bednosti na makro- i mikro-urovne* » (Approches méthodologiques dans la mesure des échelles de pauvreté au niveau macro et micro), *Narodo Naseljenja*, ISEPN, 1998, avril-juin
- Bondarenko N. V., « *Modelirovanye urovnja bednosti : dinamičeskyi i strykturyi aspekti* » (Modélisation des niveaux de pauvreté : aspects dynamiques et structurels), *Monitoring Obščestvenogo mnenja : ekonomičeskye i sotsial'nie peremeni*, Moscou, 1997, n°1.
- Bourguignon F., Atkinson A. B., « *Pauvreté et inclusion dans une perspective mondiale* », *Revue d'économie du développement*, Paris, PUF, 2000/1-2.
- *Enquête conditions de vie et pauvreté de la population urbaine*, juillet 2001, IPSEP RAN.
- Kalugina E., Najman B., « *Travail et pauvreté en Russie : évaluations objectives et perceptions subjectives* », *Economie et statistique*, N°367, Paris, 2003.
- Konstantinovskiy D., « *La transmission des statut et le système d'enseignement en Russie* », *Formation des élites et culture transnationales*, Colloque de Moscou 27-29 avril 1996, Paris, Uppsala, 1997.
- Krasil'nikova M. D., « *Struktura predstavlenij o bednosti i bogatsstve* » (Structure des représentations de la pauvreté et de la richesse), *Suivi de l'opinion publique : les transformations économiques et sociales*, VCIOM, Moscou, 1997, n°1.
- Lefèvre C., *Système de protection sociale et entreprises en Russie. Héritage et transformations 1987-2001*, EHESS, Paris, 2003.
- Mack J. and Lansley S., *Poor Britain*, George Allen and Unwin. London, 1985.
- Mansurov V. A., sous la direction de, *Professional'nie gruppy intelligencii (Les groupes professionnels des intellectuels)*, Moscou, Institut de sociologie RAN, 2003
- McAuley, *Economic welfare in the Soviet Union*, Madison, University of Wisconsin Press, 1979.

- Medvedev B. G., « Izmerenye parametrov sotsial'noy grupi 'bednye' : metodologičeskii aspekt », (Mesures des paramètres sociaux des pauvres : aspects méthodologiques), *Tchelovek v sisteme sotsial'nikh otnošenie*, Moscou, n°2.
- Milanovic B., *Income, inequality and poverty during the transition from planned to market economy*, Washington DC, World Bank, 1998.
- Mojina M. A., Popova R. I., Toktsanbaeva M. S., « Bednost i bogatsvo v kontekste social'noj stratifikacii » (Pauvreté et richesse dans un contexte de stratification sociale), *Vestnik rossiskogo gumanitarnogo naučnogo fonda*, Moscou, 1998, n°4.
- Rakitskii B., « The Condition of the Population of Russia », *Problems of Economic Transition*, vol. 36, n°10, février 1994. L'origine de cet extrait apparaît dans un numéro de *Rossiiskaia gazeta*, Octobre 29, 1991.
- Rimaševskaja I. M., « Obednenye naselenija i 'sotsial'noe dno' v Rossii » (Appauvrissement de la population et marginalité en Russie), *Profsojzi*, Moscou, 1999, n°2.
- Rousselet L., « La société russe et les conséquences de l'insécurité », *La Revue internationale et stratégique*, Paris, PUF, n°38, 2000.
- Silverman B., Yanowitch M., *New rich, new poor, new Russia. Winners and losers on the Russia Road to Capitalism*, New York, M.E Sharpe, 1997.
- Soloviev A., « 'Novie bednie' : čo ždejt ikh zavtra », (« Les nouveaux pauvres » : qu'est-ce qui les attend demain ?), *Profsojzi*, Moscou, 1995, n°4.
- Tikhonova N. E., *Fenomen gorodskoj bednosti v sovremenoj Rossii (Le phénomène de la pauvreté urbaine dans la Russie contemporaine)*, Moscou, Letnij Sad, 2003.
- Agarkov P. V., Simonov S. G., « K karakteristike kategorij 'bednost' » (A propos des caractéristiques de la catégorie « pauvreté »), *Aktual'nye problemy sovremenoj ekonomiki : materialy dokl. Mežregion. Nayč-prakt Konf*, 8 octobre, Tioumen, 1999.
- Sivčeva B. S., « Izmerenie urovnija bednosti : istorija voprosa », (Les mesures des niveaux de pauvreté : question historique), *Sociologičeskie issledovanie*, Moscou, n°3, 1996.
- Townsend P., *Poverty in the United Kingdom*, Penguin, Harmondsworth, 1979.